

Tcholliré

Infos

N° 001 Juillet - Septembre 2017

Bulletin Trimestriel d'Informations de la Commune de Tcholliré, publié avec le concours du PNDP

EDITORIAL



Hamadou Bello Roger
Le maire de Tcholliré

Chers concitoyens, voici **Tcholliré Infos**, le nouvel outil que nous avons choisi pour partager avec vous notre engagement pour la commune de Tcholliré. Ce magazine à fréquence trimestrielle se veut un outil de visibilité, un espace pour fournir la vraie information aux populations mais aussi à nos partenaires au développement et à tous les acteurs de la Décentralisation sur nos activités au quotidien.

Il y va de notre responsabilité de rendre publiques toutes nos actions mais aussi nos difficultés et d'en répondre le moment venu. Au-delà de notre obligation de rendre compte, **Tcholliré Infos** saura aussi vous proposer un espace pour vous exprimer et donner votre opinion sur la gestion de la Commune.

Nous ne saurions clore ce premier éditorial, sans remercier notre partenaire, le PNDP, qui nous accompagne dans la production de ce bulletin. Nous souhaitons que ce partenariat aille de l'avant tout en se renforçant pour le bien de nos Collectivités Territoriales Décentralisées et donc de nos populations.

Bonne lecture à tous.

ACTUALITE COMMUNALE

p 2

La voirie de Tcholliré fait peau neuve

Le tronçon de route carrefour de la brigade – carrefour du marché, soit un linéaire de 980 mètres, est en chantier.



FOCUS

p 3

Gestion des points d'eau

Un casse-tête chinois

La gestion efficiente des infrastructures hydrauliques constitue une préoccupation permanente dans un environnement où les ressources disponibles satisfont à peine la demande.

Aménagement

La voirie de la ville fait peau neuve

Le tronçon de route carrefour de la brigade – carrefour du marché, soit un linéaire de 980 mètres, est en chantier.

La nature des travaux consiste en l'assainissement (fossés en maçonnerie de moellon, caniveaux en béton armé pour certains traversés), la pause de l'ouvrage d'art (dalot de section 1 X 1) et la construction des chaussées (couche de fondation, couche de basse, gravillonnage en tri couches). Le marché a été attribué à l'entreprise Ets Brothers Company basée à Maroua. Les travaux prévus pour durer quatre mois ont commencé sur le terrain en janvier 2017. A la date du 16 août 2017, les travaux d'assainissement sont presque à leur terme. Les travaux de remblai sont, quant à eux, terminés et le gravillonnage

est en cours. Principales difficultés rencontrées par l'entrepreneur : la grande distance entre le chantier et la métropole régionale qui ne facilite pas la location et le transport des engins sur le terrain. Il en est de même du transport des matériaux, notamment les granulats et autre bitume. L'entretien de la voirie de Tchollire est une première dans la ville. Les travaux sont effectués sur financement du Fond Routier 2016 par le ministère de l'Habitat et du Développement Urbain (Minhdu). Ils permettront d'améliorer le cadre de vie en fluidifiant la circulation dans le périmètre urbain, faciliteront l'évacuation rapide d'eaux pluviales et réduiront

la pollution (poussière en saison sèche). L'axe principal de la ville prioritaire est la traversée urbaine de la D18, sur 2 Km. Le reste attendu 1,20 Km par les travaux 980 mètres soit 0,98Km pour un contrat de 213 005 316 Fcfa toutes taxes comprises. Il était donc plus que nécessaire d'effectuer les travaux en matériaux durables car les efforts d'entretien de la voirie de la ville en terre sont souvent anéantis au bout de deux saisons de pluie ; étant donnée l'emplacement de la ville située au pied de la montagne. Bien plus, le gravillonnage constitue une solution plus durable surtout si les ouvrages d'assainissement sont bien réalisés.

Désenclavement

Un pont sur le Mayo-Galke

Malgré un gros retard, le taux de réalisation des travaux est aujourd'hui évalué à 80%.

Situé à 07km de Tchollire, chef-lieu du département du Mayo-Rey, le pont sur Mayo-Galke s'est effondré depuis novembre 1999. En 2012, l'Etat du Cameroun a passé un contrat avec une entreprise chinoise pour la construction d'un nouveau pont de 144ml en béton armé avec 8 travées et 7m de chaussée après les études appropriées. Les travaux ont normalement démarré. Seulement, jusqu'en 2016, ils n'étaient toujours pas livrés. Un retard dû aux difficultés d'ordre administratif et technique, susurre une source proche du dossier. Mais courant 2017, on note une avancée

significative des travaux. Une récente évaluation du taux de réalisation les situe d'ailleurs à 80%. Reste plus qu'à procéder au bitumage des axes et à poser les équipements. Au regard de l'évolution significative des travaux, la circulation a même été ouverte aux petits véhicules, en attendant l'achèvement définitif des travaux. Toutes choses qui allègent de façon significative les souffrances des populations ainsi que celles des autorités administratives, obligées de contourner par Ngaoundéré ou par Lagdo pour se rendre dans certains chefs-lieux des arrondissements du département (Rey-Bouba, Ma-

dinring et Touboro).

Le contrôle de travaux du pont sur le Mayo-Galke, le contrôle technique et géotechnique sont de l'ordre de 6 milliards Fcfa TTC. La réception définitive de ce pont boostera, à coup sûr, l'économie du département de Mayo-Rey puisqu'il facilitera le mouvement des biens et des personnes dans cette unité administrative ; et même au-delà. Et avec le pont sur le Mayo-Galke, l'on pourra alors reprendre l'adage : «là où la route passe, le développement suit».

INVESTISSEMENTS

Pndp dans la commune

Près de 150 millions de Fcfa pour huit micro projets

Ils sont destinés à l'amélioration des conditions de vie, de travail et à l'éducation des populations.

Le conseil municipal élargi au sectoriel qui s'est tenu le mardi 04 avril 2017, dans la salle de délibération municipale a validé huit projets pour le compte de la première phase du financement PNDP de l'exercice 2017. D'un coup estimatif de 149 391 147 Fcfa, ces micro projets sont destinés à l'amélioration des conditions de vie, de travail et à l'éducation de la population tel qu'exprimé dans le Plan communal de développement (PCD). La validation desdits mi-

cro projets fait suite aux conclusions des études de faisabilité effectuées par certains consultants indépendants recrutés à l'occasion, pour les défendre.

En effet, les experts ont présenté un résumé du plan de financement de chacun des micro projets retenus. Halidou Fouka a par exemple présenté les études menées pour la mini adduction d'eau du centre de santé intégré de Mayo-Galké. Pour sa part, Aristide Kegne a exposé le résultat des études réalisées pour la construction d'un bloc de

deux salles de classe équipées de latrines à deux cabines à l'école publique de Dogba II, d'un autre bloc de deux salles de classes équipées cette fois de 03 latrines à trois cabines et d'un forage au lycée de Gop-Rey. M. Mahamat a, quant à lui, mené les études pour la construction d'un bâtiment devant abriter le Centre de santé intégré de Mayo-Galké. L'analyse financière et technique faite par les sectoriels a précédé les débats. Avant l'approbation des requêtes par le conseil municipal.



Gestion des points d'eau Un casse-tête chinois

La gestion efficiente des infrastructures hydrauliques constitue une préoccupation permanente dans un environnement où les ressources disponibles satisfont à peine la demande.



L'initiative consiste à préserver les investissements liés à la gestion des infrastructures hydrauliques. Tcholliré est une ville de piémont, de plus de 1000 mètres d'altitude. Elle repose sur un socle rocheux, rendant de ce fait difficile la réalisation d'un forage. Or, depuis plus d'un demi-siècle, cette commune bénéficie des investissements liés aux ouvrages hydrauliques. En 1987, l'Etat a financé la construction d'un château d'eau qui alimente la ville de Tcholliré. Cet investissement est renforcé, en 2009, par le creusement d'un forage par le PNDP. Le château dessert une population de près de 10 000 âmes. Ce qui s'avère toujours très insuffisant. Pour palier à la contrainte d'alimentation de la ville en eau, 75 forages sont réalisés (entre 1955 et 2015) dont 10 financés sous fonds propre de la commune. Les forages desservent 50 villages satellites de l'espace urbain en eau, soit une population estimée à environ 72 000 âmes. Ce sont uniquement ces investissements d'une durée de vie très courte qui alimentent la commune de Tcholliré en eau. Pour autant, la ville est toujours peu ou mal desservie. Conséquences : avant 2013, 30% des revenus des ménages allaient à l'approvisionnement en eau du fait d'une gestion mal conçue des investissements sus-évoqués. Tandis qu'un bidon de 20 litres d'eau coûtait 400 Fcfa en saison sèche.

Le fonctionnement du château était assujéti à la caisse de la commune. Pour les forages, il n'existait pas de comité de gestion locale. Il arrivait que dix villages présentent au même moment une demande de fonds à la commune pour la réparation des ouvrages. Compte-tenu des problèmes récurrents et la gestion anarchique de l'eau dans la municipalité, la commune a saisi le problème à bras le corps.

Plan communal de développement

En 2013, un forum sur l'eau est tenu. Celui-ci débouche sur la création d'un comité de suivi communal d'ouvrages hydrauliques. Trois agents d'entretien sont recrutés et des comités de gestion de forages sont mis sur pieds. Dans le cadre de l'élaboration du Plan communal de développement (PCD), les infrastructures hydrauliques sont répertoriées avec l'appui du PNDP. Les forages, les puits, le château et tout autre type d'infrastructures hydrauliques sont inscrits dans le répertoire. Ces informations contiennent également la source de financement de chaque infrastructure, l'année de réalisation et diverses informations utiles.

Une campagne de sensibilisation a été menée afin de faire prendre conscience aux bénéficiaires de l'enjeu de la contrainte liée à l'accès à l'eau au sein de l'espace communal. Lors de ce passage, un diagnostic sur le fonctionnement du comité de gestion des points d'eau est conduit. Suite au résultat obtenu, il est renforcé et redynamiser (en rappelant aux uns et aux autres leur rôle) ou un autre comité est mis sur pied. De la même manière, une équipe de gestion du château d'eau voit le jour. Son rôle : élaborer et éditer des factures pour les abonnées et les responsables des robinets de vente d'eau à la population urbaine.

L'initiative a permis, d'une part, une gestion harmonieuse des points d'eau et à assurer la mise à disposition d'une eau de bonne qualité aux populations de la commune de Tcholliré, d'autre part. Actuellement, si le courant électrique n'a pas subi de délestage, un bidon d'eau coûte 50 Fcfa. La commune recherche à présent l'autonomie des investissements.

Financement

C'est le fonds qui manque le plus

Un collectif de quatre artisans réparateurs a été formé autour des années 1990 sur la maintenance afin de s'occuper de l'entretien des ouvrages hydrauliques. Ces derniers étaient chargés de suivre, chacun, 25 forages. Ce projet a été à l'initiative de la diffusion des forages. Certains membres des plus dynamiques ont été recrutés par la commune qui a initié un suivi permanent des forages, gérés par des comités de gestion. Les artisans réparateurs ont été présentés aux représentants des différents comités de gestion. Un zonage de l'espace a été fait. Les artisans sont affectés par zones. En ce qui concerne le château d'eau, une équipe de six personnes (dont deux agents permanents payés par le budget de la commune et quatre autres payés à la tâche) a été mise sur pied pour assurer son entretien et celui de son réseau. Cette équipe a pour mission de veiller sur les réseaux de distribution d'eau domestique également (notamment les ménages qui ont une canalisation et se sont acquittés des frais d'abonnement). Les deux techniciens recrutés autour du château d'eau ont la responsabilité d'effectuer les branchements sur le réseau, de poser des compteurs et d'éditer des factures liées à la consommation.

En effet, les infrastructures hydrauliques génèrent des ressources. Pour les forages, il existe dans les villages des caisses locales. Contrairement aux pratiques antérieures, dès que les montants mobilisés atteignent 30 000 Fcfa les comités de gestion sécurisent les fonds au sein d'une agence de micro finance locale. C'est le cas des quartiers Galké et Wainabé dans la ville de Tcholliré. Cet argent permet de financer leur entretien. Toutefois, les grosses dépenses sont prises en charge par la commune. A termes, les différents comités de gestion suivis par la commune pourront s'autonomiser. Déjà, ils tiennent une assemblée générale souveraine. Actuellement, si le courant électrique n'a pas subi de délestage un bidon d'eau coûte 50 Fcfa.

Le château d'eau qui est géré par un bureau du service technique génère également des ressources. Cependant, la commune finance encore amplement son fonctionnement. L'Etat et le PNDP, deux partenaires de la commune, ont mobilisé des moyens colossaux pour le fonctionnement du château. Le fait pour cette réalisation de dépendre de l'énergie électrique très fluctuante demeure une contrainte.

La Commune avait eu une réflexion dans le sens d'agrandir la capacité du château afin de réaliser un stock d'eau pouvant alimenter la ville par gravité même pendant 10 jours. Une autre réflexion sur la recherche de financement avait été entamée. Jusque-là, aucun partenaire n'a accepté supporter partiellement ce financement.



Programme National de Développement Participatif

Je m'implique dans la vie de ma commune

- ✦ En participant aux activités de la mairie ;
- ✦ En prenant part aux réunions de mon village ;
- ✦ En m'impliquant dans les travaux communautaires ;
- ✦ En payant mes impôts et taxes ;
- ✦ En demandant des comptes aux conseillers municipaux et au maire.

CNC, Nouvelle Route Bastos, face PNUD

BP: 660 Yaoundé-Cameroun • Tél. +237 222 213 664 • Fax: +237 222 213 663

Email: pndp@pndp.org • Site web : www.pndp.org



WORLD BANK GROUP



AFD
AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT



Programme National de Développement Participatif

Un numéro vert ☎ 8567 pour toutes vos doléances



CNC, Nouvelle Route Bastos, face PNUD

BP: 660 Yaoundé-Cameroun • Tél. +237 222 213 664 • Fax: +237 222 213 663 - Email: pndp@pndp.org • Site web : www.pndp.org



WORLD BANK GROUP



AFD
AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT

